
3. Aide publique au développement



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/aspd/1271>

DOI : 10.4000/aspd.1271

ISSN : 1663-9669

Éditeur

Institut de hautes études internationales et du développement

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 1988

Pagination : 321-341

ISSN : 1660-5934

Référence électronique

« 3. Aide publique au développement », *Annuaire suisse de politique de développement* [En ligne], 8 | 1988, mis en ligne le 12 mars 2013, consulté le 08 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/aspd/1271> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/aspd.1271>

3. AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT (1)

COMMENTAIRES

Pour situer la place de l'aide publique au développement dans l'ensemble des flux financiers déclarés par les pays membres du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, voir les tableaux 2.1 et 2.2 (section précédente).

a) Aperçu général de l'aide publique au développement (APD) (Tableaux 3.1)

Trois quarts des prestations suisses consistent en versements bilatéraux (de pays à pays) (2). Le reste correspond aux contributions générales de la Suisse à des institutions internationales de développement et d'aide humanitaire (aide multilatérale). Les dépenses pour l'aide au développement se font depuis 1986 dans l'ensemble sous forme de dons; c'est en effet depuis 1986 que la Confédération accorde sa part des crédits mixtes sous forme de dons; ceci en suivant ainsi les nouvelles dispositions de l'OCDE sur les crédits liés.

Les principaux types de prestations de la Suisse sont la coopération technique et l'aide financière représentant au total 68% en 1987. Les prestations sont essentiellement assurées par la Confédération. Les versements (volontaires) des cantons et communes ont passé de 1,5% de l'aide publique en 1986 à 2,1% en 1987.

b) Répartition géographique de l'aide bilatérale (Tableaux 3.2.)

Les principales destinations de l'aide bilatérale suisse sont l'Afrique (45,6% en 1987) et l'Asie (21,2%). L'Amérique latine reçoit nettement moins (14,9%). Cette répartition par continents diffère sensiblement de celle des versements effectués par l'ensemble des pays membres du CAD, sauf pour l'Amérique. La Suisse attribue en effet une part plus grande à l'Afrique noire. La part de l'Asie est en revanche moindre. Celle de l'Océanie est presque nulle.

La répartition par pays diffère fondamentalement de celle des pays membres du CAD (voir le classement des vingt premiers destinataires, tableau 3.2.B.). Contrairement aux flux de capitaux privés qui sont placés là où semblaient s'ouvrir les meilleures perspectives de profits, la Confédération soutient principalement les pays les plus défavorisés.

Quant à la structure des prestations du CAD, elle reflète largement la priorité que les grandes puissances accordent aux régions d'importance stratégique.

c) Coopération technique et aide financière bilatérales
(Tableaux 3.3.)

L'aide publique suisse représentait en 1987 un peu plus d'un pourcent des prestations correspondantes de l'ensemble des pays membres du CAD. Pour éviter une dispersion trop forte de ses versements bilatéraux, la Confédération donne la priorité à un nombre restreint de pays (principe de la concentration de l'aide). Actuellement, dix-sept pays reçoivent plus de la moitié des prestations de coopération technique et d'aide financière bilatérales suisses (voir tableaux 3.2.B. et 3.3.A.). Hormis l'Inde, la Chine, le Bangladesh, le Pakistan et l'Indonésie, ces pays n'ont pas des populations très importantes.

Les principales destinations sectorielles sont l'agriculture, les institutions de crédit rural et les coopératives de consommation, l'éducation, les moyens de communication et de transports, la santé, l'hygiène et les services sociaux. A la lecture des chiffres, la part de l'agriculture (25,3% en 1986 et 28,5% en 1987) peut paraître faible compte tenu de la prépondérance de la population rurale dans les pays destinataires de la coopération technique et de l'aide financière suisses; et en plus elle montre une tendance à la baisse. En réalité, l'agriculture bénéficie aussi, de façon indirecte, des prestations accordées à d'autres secteurs. En outre, la majorité des projets «intégrés», qui recouvrent plusieurs secteurs, sont des projets de développement rural à forte composante agricole. La Suisse veut également accorder une plus grande attention aux problèmes des villes. (Le thème de la Conférence annuelle de la DDA en 1987 était "les villes dans le Tiers Monde - cauchemar ou espoir?")

La Direction de la coopération au développement et de l'aide humanitaire (DDA) assure elle-même l'exécution d'une partie des projets de coopération technique et d'aide financière. En 1987, la DDA a réalisé directement 41,7% des projets et elle y a consacré 34,6% du montant total des versements. Elle collabore simultanément avec un grand nombre d'institutions publiques et privées. Certains projets sont réalisés sous mandat par des oeuvres d'entraide, des collectivités publiques, des institutions universitaires ou des firmes suisses (des bureaux de consultants notamment). La DDA soutient aussi des actions entreprises par les institutions bénévoles (voir tableaux 3.3.C., 3.3.D. et 3.6.) Enfin, elle contribue de plus en plus à la réalisation de projets gérés par des organisations internationales et elle appuie les travaux d'instituts de recherche internationaux, en particulier dans le domaine de l'agriculture.

d) L'aide multilatérale

(Tableau 3.4.)

Les prestations multilatérales consistent en contributions de caractère général aux organisations internationales. Ces versements sont souvent destinés à des programmes de développement, mais non à des pays particuliers ou à des projets spécifiquement choisis et déterminés (comme ceux qui figurent au tableau 3.3.E. et qui sont comptés sous l'aide bilatérale).

Près des deux tiers de l'aide multilatérale suisse sont versés aux organisations des Nations Unies, en particulier au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD).

La Confédération soutient aussi les banques régionales de développement (Afrique, Amérique et Asie) et leurs fonds spéciaux, le Fonds international pour le développement agricole (FIDA), le Comité international de la Croix-Rouge (CICR), etc.

Depuis 1982, la Confédération participe au financement de plusieurs fonds internationaux de développement par l'émission de «notes» (billets à ordre non négociables). Les bénéficiaires les encaissent selon un échéancier préétabli (les déboursements peuvent parfois s'étaler sur près d'une décennie). Le montant total des «notes» émises en 1987 s'élève à 92,2 millions de francs et celui des déboursements à 48,2 millions.

e) Contributions cantonales et communales

(Tableaux 3.5.)

Bien que la coopération au développement soit du ressort de la Confédération (qui y a consacré 3,2% des dépenses fédérales en 1987), on constate une participation croissante des cantons et de certaines communes. En 1987, 24 cantons et 285 communes ont réuni 13,8 millions de francs destinés à des actions de coopération technique (12,1 millions) et à l'aide humanitaire (1,7 millions). Ces actions ont généralement été menées par des institutions privées à but non lucratif (cf. tableau 3.6.).

Les contributions cantonales ont atteint 6 millions de francs en 1987, soit le 0,19‰ des dépenses cantonales. Genève, Bâle-Ville, Zurich, St-Gall, Bâle-Campagne et Zoug ont donné le plus. Par rapport aux dépenses cantonales, les plus fortes contributions provenaient des cantons suivants: Zoug (1,16‰), Genève (0,53‰), Bâle-Campagne (0,44‰), Bâle-Ville (0,43‰), Jura (0,30‰) et St-Gall (0,26‰). Rappelons que trois de ces cantons (Genève, Bâle-Ville et Zoug) jouissent d'une forte capacité financière alors que selon ce critère, le Jura est le canton le plus défavorisé de Suisse.

Les contributions communales se sont élevées à 7,7 millions de francs en 1987 (6,6 millions en 1985). Les 26 contributions les plus

importantes (supérieures à 50.000 francs) ont représenté 5,3 millions de francs (69% du total). La part de l'aide humanitaire dans les contributions totales peut varier fortement d'une année à l'autre (17,1 % du total en 1987, 38,3% en 1985).

f) Dons des institutions bénévoles

(Tableau 3.6.)

Les prestations des institutions privées bénévoles représentent une catégorie de flux financiers distincte de l'aide publique au développement. Les objectifs de ces organisations concordent cependant dans une large mesure avec les buts poursuivis par les pouvoirs publics.

La DDA et les institutions bénévoles collaborent dans la réalisation de nombreux projets. Les principaux modes de collaboration sont l'exécution de projets pour le compte de la Confédération et la participation de celle-ci à des actions entreprises par les institutions privées. (Voir aussi tableau 3.3.D.).

Les dons des institutions privées bénévoles se sont élevés à 153,4 millions de francs en 1987 (3). Un peu plus des trois quarts ont été affectés à des projets de coopération technique et un peu moins d'un quart à des actions humanitaires.

Les institutions privées bénévoles sont nombreuses mais les plus importantes effectuent la plus grande partie des dons. En 1987, trente-trois organismes qui ont versé chacun au moins un million de francs ont assuré 79% des prestations privées bénévoles (4).

Parmi ces trente-trois organismes, on comptait vingt organisations d'entraide et treize institutions missionnaires. Ces dernières ont versé un peu plus de 30 millions de francs. Ce montant représente un quart du total des versements supérieurs à un million de francs.

REMARQUES

a) Interprétation des chiffres

Les sources étant les mêmes, les remarques faites dans la section précédente à propos des statistiques du CAD s'appliquent généralement aussi ici. En outre, il convient de tenir compte également des éléments suivants:

- Pour des raisons évidentes, les statistiques de l'aide publique au développement sont bien plus précises et plus détaillées que celles des flux de capitaux privés. Cependant, en ce qui concerne la Suisse, il faut se rappeler que l'aide publique occupe une place modeste dans l'ensemble des flux financiers à destination des pays en développement.

- Considérée en elle-même, l'aide publique apparaît comme une prestation unilatérale des donateurs. N'oublions pas la contribution du Tiers Monde au développement des économies industrialisées ! Sous cet angle, l'aide suisse paraît particulièrement faible.
- La différence entre les versements nets et les transferts nets est moins importante que dans le cas des mouvements de capitaux privés (voir remarques concernant l'interprétation des chiffres dans la section 2, «Flux financiers»).
- L'aide au développement sert dans une large mesure, même lorsqu'elle n'est pas liée, à financer l'acquisition de biens et de services dans les pays industrialisés. Grand exportateur de biens et de services, mais petit donateur, la Suisse bénéficie indirectement des prestations des autres pays développés.

b) Classification des pays

Comme pour les flux financiers (section 2), la classification des pays correspond également aux normes du CAD. Elle diffère sensiblement de la classification que l'ONU a retenue pour ses statistiques du commerce international. Le monde en développement défini par le CAD est beaucoup plus grand. Il comprend aussi des pays d'Europe méridionale (le Portugal, Gibraltar, Malte, la Yougoslavie et la Grèce), Israël et quatre pays socialistes d'Asie (la Chine, la Corée du Nord, la Mongolie et le Vietnam). Deux pays (Chypre et la Turquie) passent d'Asie en Europe. Il importe de tenir compte de ces différences de classification dans les comparaisons entre les statistiques du commerce (section 1), celles des flux financiers et celles de l'aide publique au développement (sections 2 et 3). Pour plus de précisions, voir appendice, point 4.2.

c) Taux de change

Francs suisses pour 1 dollar:

1985: 2,4571

1986: 1,7989

1987: 1,4912

Notes:

1. Un tableau (3.6) montre les dons des institutions privées bénévoles suisses. Ces prestations correspondent à une catégorie de flux financiers distincte de l'aide publique au développement (voir tableaux 2.1., de la section précédente). Elles sont insérées ici pour simplifier la présentation des statistiques.
2. Depuis 1979, les contributions versées aux institutions internationales pour des projets de développement spécifiques sont comptés dans l'aide bilatérale. En 1987, ce type de prestations (aide associée et cofinancements) s'est élevé à 14,7% de l'aide publique suisse au développement. Depuis 1987 les contributions à des instituts de recherche sont comptées dans l'aide multilatérale. (Voir tableau 3.3.E.)
3. Les chiffres concernant les dons des institutions privées bénévoles proviennent d'une enquête publiée chaque année par Swissaid. Le chiffre de 153,5 millions de francs diverge de la statistique officielle des flux financiers destinés aux pays en développement (140,1 millions représentant 0,05% du PNB de la Suisse en 1987). Il comprend en effet les contributions des cantons et des communes qui passent par le canal des institutions privées bénévoles.
4. Dons supérieurs à 1 million: trente-trois institutions et 79% des versements.
Dons supérieurs à 2 millions: dix-neuf institutions et 67% des versements.
Dons supérieurs à 5 millions: sept institutions et 47% des versements.

3.1 APERÇU GÉNÉRAL DE L'AIDE PUBLIQUE AU DÉVELOPPEMENT

A. TYPES DE CONTRIBUTIONS (1985, 1986, et 1987)

1. Versements nets déclarés par la Suisse

Type de contributions	1985	1986	1987	1985	1986	1987
	En millions de francs			En % du total		
AIDE BILATÉRALE	532.5	540.2	579.4	78.2	75.2	75.5
Dons	505.7	518.1	541.4	74.2	72.1	70.6
Prêts	26.8	22.1	38.0	3.9	3.1	5.0
AIDE MULTILATÉRALE	148.7	178.1	187.9	21.8	24.8	24.5
Dons	140.7	168.6	186.5	20.7	23.5	24.3
Souscriptions, etc	8.0	9.5	1.4	1.2	1.3	0.2
TOTAL	681.2	718.3	767.3	100.0	100.0	100.0

Notes:

- L'aide **bilatérale** comprend les contributions que la Confédération accorde aux pays bénéficiaires, directement ou par l'intermédiaire des œuvres suisses d'entraide, d'institutions universitaires, d'entreprises privées (surtout pour des projets à caractère très technique et, lorsque les versements sont affectés à des projets spécifiques, d'organisations internationales.
- L'aide **multilatérale** consiste en contributions de caractère général aux organisations internationales. Ces versements sont destinés à des programmes de développement, mais non à des pays particuliers ou à des projets spécifiquement choisis et déterminés. Les souscriptions sont des participations au capital des banques régionales de développement et des contributions à leurs fonds spéciaux.
- Les coûts administratifs liés à la réalisation des programmes de développement sont comptés avec les dons bilatéraux, pour toutes les années indiquées ci-dessus, conformément aux normes actuelles du Comité d'aide au développement de l'OCDE.
- En revanche, les dons faits en 1985 et en 1986 au Comité international de la Croix-Rouge sont compris ici dans l'aide multilatérale (et non bilatérale), contrairement aux normes du CAD. Ces dons se sont élevés à 26,7 millions en 1985 et à 41,5 millions en 1986. Depuis 1987, ces dons sont comptés dans l'aide bilatérale.
- Les "notes" émises en faveur de plusieurs organisations internationales (voir précisions sous les tableaux 2.1.A et 3.4), mais non encore décaissées, ne sont pas comptées ici. La différence entre le montant des émissions et celui des versements a représenté environ 62 millions de francs d'aide multilatérale en 1985, 37 millions en 1986 et 48 millions en 1987.

Source : DDA, informations communiquées en octobre 1988.

3.1 APERCU GENERAL DE L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT (suite)

A. TYPES DE CONTRIBUTIONS (1985, 1986, et 1987)

2. Versements nets déclarés par l'ensemble des pays membres du CAD

Type de contributions	1985	1986	1987	1985	1986	1987
	En millions de dollars			En % du total		
AIDE BILATERALE	21'917	26'214	29'972	74.5	71.5	72.2
Dons	17'842	21'063	23'358	60.6	57.5	56.2
Prêts	4'075	5'151	6'614	13.8	14.0	15.9
AIDE MULTILATERALE	7'512	10'449	11'559	25.5	28.5	27.8
Dons	4'192	4'888	5'389	14.2	13.3	13.0
Souscriptions, etc	3'337	5'575	6'183	11.3	15.2	14.9
Prêts	- 17	- 14	- 13	- 0.1	0.0	0.0
TOTAL	29'429	36'663	41'531	100.0	100.0	100.0

Notes :

La définition des rubriques est en règle générale la même que celle du tableau précédent (classification établie par le Comité d'aide au développement de l'OCDE). Deux exceptions y sont signalées (cf. 4^{ème} et 5^{ème} notes).

Sources :

- OCDE, *Coopération pour le développement*, Rapport 1987, Annexe statistique.
- OCDE, Informations communiquées en novembre 1988.

3.1 APERCU GENERAL DE L'AIDE PUBLIQUE AU DEVELOPPEMENT (fin)

B. PRINCIPALES CATEGORIES DE L'AIDE PUBLIQUE SUISSE (1985, 1986, et 1987)

Catégories	1985	1986	1987
	(en millions de francs)		
CONFEDERATION	666.9	706.0	753.5
Coopération technique	325.4	325.5	325.0
Aide financière	96.3	140.0	189.6
Mesures de politique économique et commerciale	73.2	71.8	67.8
Aide alimentaire	77.5	53.3	55.6
Aide humanitaire	71.9	95.1	94.5
Autres contributions (1)	10.9	10.7	7.6
Coûts administratifs	16.1	17.2	18.4
Remboursements de prêts antérieurs	-4.4	-7.6	-5.0
CANTONS ET COMMUNES	14.3	12.3	13.8
Coopération technique	8.1	9.9	12.1
Aide humanitaire	6.2	2.4	1.7
TOTAL	681.2	718.3	767.3

1. Contributions à certaines organisations internationales ne relevant pas du budget de l'aide suisse, mais pouvant être incluses dans les montants d'APD selon les directives du CAD.

Sources : - DDA, *Recueil de statistiques*, novembre 1988, tableau A.2.

3.2 AIDE PUBLIQUE BILATERALE AU DEVELOPPEMENT

A. REPARTITION PAR REGIONS DE DESTINATION (1987)

Comparaison entre les versements nets de la Suisse
et ceux de l'ensemble des pays membres du CAD

Régions (1)	Versements suisses		Versements CAD	
	Mio Fr.	%	Mio Fr.	%
AFRIQUE	264.5	45.7	16'676	37.3
<i>Nord du Sahara</i>	20.7	3.6	3'411	7.6
<i>Sud du Sahara</i>	216.7	37.4	12'966	29.0
<i>Non spécifié (2)</i>	27.1	4.7	299	0.7
AMERIQUE	86.4	14.9	6'140	13.7
<i>Centre (avec Caraïbes)</i>	29.2	5.0	3'934	8.8
<i>Sud</i>	50.6	8.7	1'949	4.4
<i>Non spécifié (2)</i>	6.6	1.1	257	0.6
ASIE	122.9	21.2	13'287	29.7
<i>Moyen-Orient</i>	8.0	1.4	3'048	6.8
<i>Asie du Sud</i>	82.6	14.3	4'687	10.5
<i>Extrême-Orient</i>	26.6	4.6	5'459	12.2
<i>Non spécifié (2)</i>	5.7	1.0	93	0.2
OCEANIE	0.3	0.1	1'865	4.2
EUROPE	-0.3	-0.1	773	1.7
NON SPECIFIE (2)	105.6	18.2	5'953	13.3
TOTAL	579.4	100.0	44'694	100.0

1. Pour les explications concernant la classification, voir point 4.2 "Composition des groupes de pays".

2. La destination géographique de ces versements n'est pas spécifiée (totalement ou en partie) car ils concernent plusieurs régions simultanément. Il s'agit de contributions à des cours ou au financement de recherches, du soutien de programmes entrepris par les oeuvres d'entraide ou encore des prestations cantonales et communales. Les frais administratifs liés à la gestion de l'aide ne sont pas non plus ventilés géographiquement.

Note : L'aide publique bilatérale au développement comprend l'ensemble des volets bilatéraux de la coopération technique, de l'aide financière, des mesures de politique économique et commerciale, ainsi que des aides alimentaire et humanitaire.

Sources : - La DDA en 1987, Annexe.

- OCDE, *Répartition géographique des ressources financières mises à la disposition des pays en développement*. Chiffres provisoires.

3.2 AIDE PUBLIQUE BILATERALE AU DEVELOPPEMENT (fin)

B. LES VINGT PREMIERS PAYS DESTINATAIRES (1987)

Comparaison entre les versements nets de la Suisse
et ceux de l'ensemble des pays membres du CAD

VERSEMENTS DE LA SUISSE				VERSEMENTS DES PAYS MEMBRES DU COMITE D'AIDE AU DEVELOPPEMENT			
Pays	Mio. Fr.	%	Σ%	Pays	Mio. Fr.	%	Σ%
1. Inde	35.1	6.1	6.1	1. Egypte	2'334	5.2	5.2
2. Mozambique	34.9	6.0	12.1	2. Israël	1'863	4.2	9.4
3. Tanzanie	25.3	4.4	16.4	3. Indonésie	1'673	3.7	13.1
4. Bolivie	24.2	4.2	20.6	4. Inde	1'427	3.2	16.3
5. Madagascar	19.0	3.3	23.9	5. Bangladesh	1'382	3.1	19.4
6. Sénégal	18.9	3.3	27.2	6. Chine	1'282	2.9	22.3
7. Pakistan	17.3	3.0	30.2	7. Tanzanie	1'070	2.4	24.7
8. Egypte	15.1	2.6	32.8	8. Philippines	1'053	2.4	27.0
9. Mali	15.0	2.6	35.3	9. Réunion	810	1.8	28.8
10. Népal	14.5	2.5	37.8	10. Mozambique	793	1.8	30.6
11. Rwanda	14.0	2.4	40.3	11. Soudan	661	1.5	32.1
12. Pérou	12.2	2.1	42.4	12. Pakistan	657	1.5	33.6
13. Ethiopie	11.3	2.0	44.3	13. Kenya	650	1.5	35.0
14. Indonésie	11.0	1.9	46.2	14. Thaïlande	650	1.5	36.5
15. Honduras	10.8	1.9	48.1	15. El Salvador	604	1.4	37.8
16. Cameroun	8.6	1.5	49.6	16. Somalie	594	1.3	39.2
17. Chine	8.4	1.4	51.0	17. Martinique	583	1.3	40.5
18. Niger	7.8	1.3	52.4	18. Turquie	574	1.3	41.7
19. Tchad	6.9	1.2	53.6	19. Sénégal	534	1.2	42.9
20. Sri Lanka	6.4	1.1	54.7	20. Malaisie	525	1.2	44.1
Autres pays	113.7	19.6	74.3	Autres pays	17'333	38.8	82.9
Non spécifié (1)	149.0	25.7	100.0	Non spécifié (1)	7'644	17.1	100.0
TOTAL	579.4	100.0	100.0	TOTAL	44'696	100.0	100.0

1. La destination de ces versements n'est pas spécifiée car ils concernent plusieurs pays simultanément. (Voir précisions données sous le tableau précédent, note 2.)

Sources : - La DDA en 1987, Annexe.

- OCDE, *Répartition géographique des ressources financières mises à la disposition des pays en développement*. Chiffres provisoires.

3.3 COOPERATION TECHNIQUE ET AIDE FINANCIERE BILATERALES SUISSES

A. REPARTITION PAR REGIONS ET PAR PAYS DE CONCENTRATION (1986 et 1987)

Versements nets de la DDA

Régions Pays de concentration	1986		1987	
	Mio Fr.	%	Mio Fr.	%
AFRIQUE	197.8	55.6	167.8	46.2
Bénin	9.9		1.7	
Burkina Faso	4.2		3.8	
Cap Vert	1.3		1.4	
Kenya	9.1		5.1	
Madagascar	14.6		15.1	
Mali	11.5		13.3	
Mozambique	3.8		20.4	
Niger	9.2		7.5	
Rwanda	17.4		12.5	
Tanzanie	32.7		13.7	
Tchad	3.8		5.8	
Zone du Sahel	3.0		2.9	
Autres pays et proj. rég.	77.3		64.6	
AMERIQUE LATINE	53.5	15.0	69.9	19.3
Bolivie	8.4		23.9	
Honduras	8.3		9.4	
Pérou	7.7		11.2	
Autres pays et proj. rég.	29.1		25.4	
ASIE ET OCEANIE	78.0	21.9	88.7	24.4
Bangladesh	6.9		1.9	
Inde	12.3		28.9	
Indonésie	16.4		10.6	
Népal	16.0		13.2	
Pakistan	5.0		15.5	
Autres pays et proj. rég.	21.4		18.6	
EUROPE	1.4	0.4	1.0	0.3
NON CLASSE (1)	24.9	7.0	35.5	9.8
TOTAL	355.6	100.0	362.9	100.0

1. Comprend des versements à des institutions suisses pour des programmes de formation et de coopération au développement, des bourses d'études, etc.

Sources: La DDA en 1986 et en 1987, tableau 8.

3.3 COOPERATION TECHNIQUE ET AIDE FINANCIERE BILATERALES SUISSES (suite)

B. REPARTITION PAR SECTEURS ECONOMIQUES (1986 et 1987)

Versements nets de la DDA

SECTEURS ECONOMIQUES	1986		1987	
	Mio Fr.	%	Mio Fr.	%
AGRICULTURE	89.9	25.3	103.3	28.5
Production agricole	14.9		40.2	
Sylviculture, arboriculture	32.8		23.6	
Irrigation, services agricoles	17.1		15.5	
Elevage	17.3		13.6	
Autres	7.8		10.4	
INDUSTRIE	34.9	9.8	23.6	6.5
Industries liées à l'agriculture	8.4		7.5	
Autres industries manufacturières	26.5		16.1	
COMMUNICATIONS, TRANSPORTS CONSTRUCTIONS	38.9	10.9	30.0	8.3
COMMERCE, BANQUE, TOURISME	23.4	6.6	26.6	7.3
ADMINISTRATION PUBLIQUE	20.7	5.8	0.5	0.1
EDUCATION	34.8	9.8	36.0	9.9
Enseignement universitaire	11.5		13.1	
Enseignement technique supérieur	7.6		8.0	
Alphabétisation et autres formations	15.7		14.9	
SANTE, HYGIENE, SERVICES SOCIAUX	27.0	7.6	37.1	10.2
MULTISECTEURS (1)	66.5	18.7	73.9	20.4
Développement rural				
NON CLASSE	19.5	5.5	31.9	8.8
TOTAL	355.6	100.0	362.9	100.0

1. Projets régionaux de développement rural, ressources naturelles et humaines, développement communautaire, planification.

Source : DDA, informations communiquées en septembre 1988.

3.3 COOPERATION TECHNIQUE ET AIDE FINANCIERE BILATERALES SUISSES (suite)

C. REPARTITION SELON LES MODALITES D'EXECUTION DES PROJETS (1987)

Nombre d'actions en cours et versements nets de la DDA

Modalités d'exécution	Coopération technique		Aide Financière		Total		
	Nbre	Mio Fr.	Nbre	Mio Fr.	Nbre	Mio Fr.	%
Actions réalisées directement par la DDA	254	88.3	17	37.2	271	125.5	34.6
Actions réalisées en régie par des institutions suisses	121	67.4	1	5.4	122	72.8	20.1
Contributions à des institutions suisses pour des projets spécifiques	143	43.9	0	0	143	43.9	12.1
Contributions à des organisations internationales pour des projets spécifiques	82	32.4	32	88.3	114	120.7	33.3
TOTAL	600	232.0	50	131	650	363	100.0

Notes :

La collaboration entre la DDA et les **institutions suisses** revêt généralement l'une des deux formes suivantes :

- **Exécution de projets en régie** : La DDA fixe, d'entente avec ses partenaires dans les pays en développement, les buts des projets et les moyens à mettre en oeuvre. Le rôle des régisseurs est défini dans les contrats de régie : il peut se limiter à des aspects techniques des projets ou s'étendre à l'engagement de personnel et à l'achat de matériel. La DDA conserve la responsabilité principale de l'action. Le régisseur est une institution bénévole (voir tableau suivant), une collectivité publique, une institution universitaire ou une entreprise privée (firme de consultants par exemple). Seules les actions confiées en régie complète figurent à la deuxième ligne du tableau.
- **Contributions financières pour des projets spécifiques** : il s'agit surtout d'actions entreprises par les institutions bénévoles. La DDA décide de soutenir des projets dont elle a approuvé les objectifs; elle contrôle l'exécution et les comptes. La DDA appuie aussi des activités de formation professionnelle poursuivies par des collectivités publiques et des institutions universitaires.

Les modalités de la collaboration entre la DDA et les **organisations internationales** pour des projets spécifiques sont indiquées sous le tableau 3.3.E.

Source : La DDA en 1987, Tableaux 9 et 10.

3.3 COOPERATION TECHNIQUE ET AIDE FINANCIERE BILATERALES SUISSES (suite)

D. CONTRIBUTIONS AUX ACTIVITES DE COOPERATION TECHNIQUE D'INSTITUTIONS PRIVEES BENEVOLES SUISSES (1987)

Versements nets de la DDA

Institutions	Actions des Institutions	Actions en régie	Total
	Mio Fr.	Mio Fr.	Mio Fr.
Intercoopération	0	32.2	32.2
Helvétas	9.2	12.3	21.5
Swisscontact	2.5	5.8	8.3
Organisation Reconstruction Travail (ORT)	0	5.8	5.8
Swissais	4.7	0	4.7
Institut panafricain pour le développement (IPD)	3.1	0	3.1
Pain pour le prochain	2.1	0	2.1
Entraide protestante suisse (EPER)	1.9	0	1.9
Association "Se servir de la saison sèche en savane et au Sahel" (6S)	1.5	0	1.5
Action de Carême	1.3	0	1.3
Centre suisse pour la technologie appropriée (SCAT)	1.0	0	1.0
Croix-Rouge Suisse (CRS)	0.5	0.4	0.9
Caritas	0.7	0	0.7
Oeuvre suisse d'entraide ouvrière (OSEO)	0.6	0	0.6
Association pour la promotion des initiatives communautaires africaines (APICA)	0.6	0	0.6
Association suisse des médecins missionnaires catholiques	0	0.4	0.4
Enfants du Monde	0.4	0	0.4
Centre de coordination, de documentation et d'information pour la formation professionnelle dans les pays en voie de développement (KODIS)	0.3	0	0.3
Fondation village Pestalozzi (SKIP)	0.3	0	0.3
Terre des hommes	0.2	0	0.2
Unité	0.2	0	0.2
Association d'entraide du dév. TAMAZALAK (AEDT)	0.2	0	0.2
Fondation Don Bosco	0.2	0	0.2
Autres institutions (1)	5.7	0.7	6.4
TOTAL	37.2	57.6	94.8

1. Contributions de moins de Fr.150.000.- et crédits globaux pour les volontaires engagés par diverses oeuvres d'entraide privées.

Note : Concernant la distinction faite entre les contributions financières pour des actions spécifiques des institutions et l'exécution de projets en régie, voir notes du tableau précédent.

Source : La DDA en 1987, tableau 11.

3.3 COOPERATION TECHNIQUE ET AIDE FINANCIERE BILATERALES SUISSES (fin)

E. CONTRIBUTIONS A DES ORGANISATIONS INTERNATIONALES (POUR DES PROJETS SPECIFIQUES) ET A DES INSTITUTS DE RECHERCHE (1987)

Versements nets de la DDA

Organisations	Aide assoc.	Cofinan- cements	Contr(1) ordin.	Total
	Millions de francs			
Organisations des Nations Unies (N.U.)	7.0	0	0	7.0
Organisation des N.U. pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)	7.0	0	0	7.0
Fonds des N.U. pour l'enfance (UNICEF)	5.2	0	0	5.2
Organisation internationale du travail (OIT)	1.1	0	0	1.1
Autres organisations	3.7	0	0	3.7
Institutions financières de développement	0.7	83.2	0	83.9
Banque internationale de reconstruction et de développement (BIRD)	0	2.1	0	2.1
Banque internationale de développement (IDA)	0	73.5	0	73.5
Banque interaméricaine de développement (BID)	0	2.5	0	2.5
Banque asiatique de développement (ADB)	0	3.5	0	3.5
Banque africaine de développement (BAD)	0.7	0.3	0	1.0
Autres banques	0	1.3	0	1.3
Autres organisations internationales	1.7	0	0	1.7
Instituts de recherche internationaux	10.6	0	9.0	19.6
Centre de recherche du Groupe consultatif pour la recherche agricole internationale (CGIAR)	8.3	0	8.6	16.9
Autres instituts de recherche	2.3	0	0.4	2.7
TOTAL	20.0	83.2	9.0	112.2

1. Comptée comme aide multilatérale à partir de 1987.

Notes :

Depuis 1979, les contributions accordées à des institutions internationales pour la réalisation de projets spécifiquement désignés par les pays donateurs sont comptées au nombre des prestations bilatérales. (Les notifications au CAD se font sur cette base depuis 1980).

On entend par **aide associée** le financement d'un projet administré par une organisation internationale, mais choisi et suivi par le bailleur de fonds. Par **cofinancement**, on entend l'intervention simultanée de plusieurs fournisseurs d'aide (bilatéraux ou multilatéraux) extérieurs au pays bénéficiaire, dans le financement d'un projet.

L'appui de la DDA aux travaux d'instituts de recherche internationaux comprend des contributions ordinaires et le soutien de projets ou de programmes particuliers. Il s'agit principalement de recherches agricoles.

Source : La DDA en 1987, tableaux 13 et 14.

3.4 AIDE PUBLIQUE MULTILATERALE AU DEVELOPPEMENT (1985, 1986 et 1987)

Versements nets

Organisations	1985	1986	1987
En millions de francs			
1. Organisations des Nations Unies (N.U.)	104.7	110.5	129.4
Programme des N.U. pour le développement (PNUD)	54.4	58.6	61.0
Programme alimentaire mondial (PAM)	3.9 (1)	4.4 (1)	17.5
Office des N.U. pour les réfugiés de Palestine (UNRWA)	9.0	8.4	8.0
Fonds des N.U. pour l'enfance (UNICEF)	12.0	13.0	14.0
Haut Commissariat des N.U. pour les réfugiés (HCR)	5.9	5.0	5.3
Fonds des N.U. pour les activités en matière de population (FNUAP)	5.0	5.5	6.0
Organisation mondiale de la Santé (OMS)	2.9	3.5	8.6
Autres organisations	11.6	12.1	9.0
2. Banques régionales de développement et leurs fonds spéciaux	16.0	17.2	27.6
Banque africaine de développement (BAD)	6.8	6.8	0.0
Fonds africain de développement (FAD)	*	6.2 *	23.5 *
Banque asiatique de développement (ADB)	0.5 *	1.1 *	1.0 *
Fonds asiatique de développement (ADF)	*	*	0.4 *
Banque interaméricaine de développement (BID)	0.6 *	0.3 *	0.4 *
Fonds opérations spéciales de la BID	8.1 *	1.5 *	2.3 *
Société interaméricaine d'investissement (IIC)	0.0	1.3	0.0
3. Autres organismes multilatéraux	1.3	8.9	30.9
Fonds international pour le développement (FIDA)	*	7.7 *	5.7 *
Programme Afrique	0.0	0.0	15.0
Autres organismes	1.3	1.2	1.2
Groupe consultant pour la recherche agricole internationale (CGIAR)	(2)	(2)	8.6
Conseil international pour la recherche en agro-foresterie (ICRAF)	(2)	(2)	0.4
4. Organisations privées internationales	26.7	41.5	(3)
Comité international de la Croix-Rouge (CICR)	26.7	41.5	(3)
TOTAL APD MULTILATERALE	148.7	178.1	187.9

* Ces paiements ont été effectués sous forme de "notes" (voir explications ci-dessous).

1. Contributions comptées dans l'aide bilatérale non comprises.

2. Jusqu'en 1986, les contributions ont été comptées dans l'aide bilatérale.

3. Depuis 1987, la contribution du CICR est comptée comme bilatérale.

Note :

Les chiffres figurant au tableau représentent des versements, alors que les astérisques signalent l'émission de "notes" (reconnaisances de dettes irrévocables). L'inscription simultanée d'un chiffre et d'un astérisque sert à indiquer le montant des "notes" encaissées par le bénéficiaire et l'émission de nouvelles reconnaissances de dettes irrévocables. Le CAD estime les flux d'APD en tenant compte des émissions alors que la Confédération se fonde sur les versements. Voir aussi les explications figurant sous les tableaux 2.1.A, 2.2.A et 3.1.A.1.

Source : DDA, *Recueil de statistiques*, novembre 1988, tableau A.6.

3.5 CONTRIBUTIONS CANTONALES ET COMMUNALES DESTINEES A DES ACTIONS DE COOPERATION TECHNIQUE ET D'AIDE HUMANITAIRE

A. CONTRIBUTIONS CANTONALES (1987)

CANTONS	Montants des contributions			Comparaisons entre cantons		
	Coopé- ration techn.	Aide huma- nitaire	Total	Dép. canto- nales (1)	Part des contri- butions	Capac. finan- cière (2)
	En milliers de francs			Mio Fr.	%	M=100
Argovie AG	148		148	1'626	0.09	98
Appenzell Rh.-Ext. AR	25	10	35	197	0.18	68
Appenzell Rh.-Int. AI			0	61	0.00	45
Bâle-Campagne BL	366	70	436	1'001	0.44	107
Bâle-Ville BS	916		916	2'137	0.43	175
Berne BE	240		240	4'044	0.06	70
Fribourg FR	29	5	34	888	0.04	51
Genève GE	1'945	150	2'095	3'953	0.53	161
Glaris GL	26	5	31	218	0.14	91
Grisons GR	34	11	45	868	0.05	60
Jura JU	89	10	99	329	0.30	31
Lucerne LU	84		84	1'123	0.07	62
Neuchâtel NE	105		105	781	0.13	45
Nidwald NW		3	3	125	0.02	89
Obwald OW	1	1	2	117	0.02	40
Saint-Gall SG	375	30	405	1'537	0.26	82
Schaffouse SH	16	10	26	281	0.09	105
Schwyz SZ			0	315	0.00	80
Soleure SO	30		30	716	0.04	81
Tessin TI	30		30	1'378	0.02	76
Thurgovie TG	85		85	680	0.13	85
Uri UR		10	10	248	0.04	30
Valais VS			0	1'094	0.00	39
Vaud VD	280	10	290	3'000	0.10	85
Zoug ZG	300	50	350	301	1.16	211
Zurich ZH	545		545	5'475	0.10	157
Ensemble des cantons	5'669	375	6'044	32'493	0.19	100

1. Comptes de l'année 1987, d'après la statistique financière (dépenses effectives, y compris les investissements).
2. L'estimation de la capacité financière des cantons sur les quatre éléments suivants : le revenu cantonal par habitant (1985), la force fiscale (1984-85), la charge fiscale (1983-1986) et les charges particulières des cantons montagnards.
La base de l'indice correspond à la moyenne suisse. Elle est fixée à 100.

Sources :

- Swissaid, *Schweizerische Hilfe für Entwicklungsländer/Aide suisse aux pays en développement 1987*. Tableau IV.2.1 "Contributions cantonales", p. 157.
- Administration fédérale des finances, "Les finances des cantons en 1987", *La Vie économique*, novembre 1988, pp. 24 - 32, tableau 2.
- Ordonnance fixant la capacité financière des cantons pour les années 1988 et 1989, du 25 nov. 1987. RO 1988 58.

3.5 CONTRIBUTIONS CANTONALES ET COMMUNALES DESTINEES A DES ACTIONS DE COOPERATION TECHNIQUE ET D'AIDE HUMANITAIRE

B. CONTRIBUTIONS COMMUNALES (1987)

Les 26 communes qui ont effectué les versements les plus élevés (1)

COMMUNES	Montants des contributions			Comparaisons	
	Coopé- ration technique	Aide huma- nitaire	Total	Dépenses commu- nales (2)	Part des contri- butions
	En milliers de francs			Mio Fr.	%
BS: Riehen	95	10	105	51.0	2.1
BE: Bern	230		230	782.2	0.3
Bienne	50		50	247.4	0.2
Herzogenbuchsee	57		57	19.4	2.9
Münsingen	161	5	166	28.4	5.8
Muri	50	9	59	40.1	1.5
FR: Fribourg	58		58	110.3	0.5
GE: Bernex	98		98	11.9 (3)	8.2
Carouge	185		185	41.6	4.4
Cologny	77		77	8.3	9.3
Genève	938	1'035	1'973	644.3	3.1
Lancy	281	4	285	47.0	6.1
Meyrin	160	30	190	33.6 (3)	5.7
Vernier	76		76	43.4	1.8
Versoix	71		71	24.0	3.0
SG: St. Gall	55	10	65	327.8	0.2
VD: Lausanne	60		60	487.6	0.1
VS: Sion	64		64	84.0	0.8
ZG: Zug	159	4		109.0	0.0
ZH: Bülach	77		77	44.8	1.7
Kloten	133		133	56.7 (3)	2.3
Küsnacht	222	5	227	87.7 (3)	2.6
Uster	50		50	76.3	0.7
Winterthur	90		90	368.8	0.2
Zollikon	250		250	66.5 (3)	3.8
Zürich	440		440	2'441.8	0.2
Sous-total ou moyenne	4'187	1'112	5'299	6'283.9	
259 autres communes	2'219	210	2'429		
TOTAL	6'406	1'322	7'728		

1. 50.000 francs et plus.

2. Comptes de l'année 1987, d'après la statistique financière (dépenses effectives, y compris les investissements).

3. Comptes de l'année 1986

Sources :

- Swissaid, *Schweizerische Hilfe für Entwicklungsländer/Aide suisse aux pays en développement 1987*, tabl. IV.2.1 "Contributions communales par canton", p. 158-166.
- Administration fédérale des finances, chiffres communiqués en novembre 1988.

3.6 DONS DES INSTITUTIONS PRIVEES BENEVOLES SUISSES (1987)

Versements destinés à des actions de coopération technique et d'aide humanitaire

Institutions (1)		Coopération technique			Aide humanitaire			Total des dons priv.(2)
		Dons priv.(2)	Contrib. fédér.	Total	Dons priv.(2)	Contrib. fédér.	Total	
En millions de francs								
Entraide protestante suisse (EPER)	E	10.4	1.6	12.0	4.1	0.2	4.3	14.5
Caritas	E	7.8	1.2	9.0	4.0	1.3	5.3	11.8
Terre des Hommes, Lausanne	E			0.0	11.4	3.1	14.5	11.4
Croix-Rouge Suisse (CRS)	E	10.5	1.2	11.7	0.5	3.6	4.1	11.0
Action de Carême des catholiques suisses	E	8.1	0.9	9.0			0.0	8.1
Immensee-Missionare	M	7.6		7.6			0.0	7.6
Helvetas	E	7.3	14.7	22.0			0.0	7.3
Swisscontact	E	3.3	7.7	11.0			0.0	3.3
Emmaüs	E	2.9	0.1	3.0			0.0	2.9
Benediktiner-Mission Uznach	M	2.4		2.4	0.3	0.2	0.5	2.7
Basler Mission	M	2.6	0.8	3.4	0.1		0.1	2.7
Seraphisches Liebeswerk, Solothurn	M	1.0		1.0	1.6		1.6	2.6
Atelier des enfants	E	2.5		2.5			0.0	2.5
Institut Ingenbohl	M	2.2		2.2	0.2		0.2	2.4
Kirjath Jearim	E	2.3		2.3			0.0	2.3
Terre des Homme, Genève	E	1.9		1.9	0.4		0.4	2.3
Swissaid	E	2.3	4.0	6.3			0.0	2.3
Mission-Verkehraktion (MIVA)	E	2.2		2.2			0.0	2.2
Institut Menzingen	M	1.1		1.1	1.0		1.0	2.1
Mission contre la lèpre	M	1.8		1.8			0.0	1.8
St. Petrus Claver Mission	M	0.9		0.9	0.9		0.9	1.8
Armée du Salut	E	0.7	0.4	1.1	1.1	0.7	1.8	1.8
Brücke der Bruderhilfe	E	1.7		1.7			0.0	1.7
St. Anna Schwestern	M	1.5		1.5			0.0	1.5
Institut Baldegg	M	1.4		1.4	0.1		0.1	1.5
Terre des Hommes, Basel	E	1.4	0.1	1.5			0.0	1.4
Frères de nos Frères	E	1.4	0.0	1.4	0.0	0.2	0.2	1.4
Oeuvre suisse d'entraide ouvrière (OSEO)	E	0.7	1.0	1.7	0.5	0.0	0.5	1.2
Solidarité Tiers Monde	E	1.1		1.1	0.0	1.0	1.0	1.1
Albert Schweizer, Hôpital	E	1.1	0.9	2.0			0.0	1.1
Christliche Ostmission	M			0.0	1.1	0.1	1.2	1.1
Interaid	E	0.9		0.9	0.2		0.2	1.1
Mission Hl. Familie, Werthenstein	M	0.6	0.1	0.7	0.5	0.2	0.7	1.1
Autres institutions		23.0	49.5	72.5	8.8	1.8	10.6	31.8
TOTAL		116.6	84.2	200.8	36.8	12.4	49.2	153.4

Notes à la page suivante

Notes du tableau 3.6

1. A côté des institutions, figure l'indication de leur fonction, telle qu'elle apparaît dans nos sources : oeuvre d'entraide (E) ou oeuvre missionnaire (M).
2. Sous "dons privés" (1ère, 4ème et 7ème colonnes du tableau), les institutions bénévoles comptent aussi les sommes qu'elles ont reçues des cantons et des communes. Déduction faite de ces sommes, le total net des dons privés correspond au montant figurant au tableau 2.1.A.

Notes :

Les dons des institutions privées bénévoles, qui représentaient selon les statistiques de la Confédération 0,05% du produit national brut de la Suisse en 1987, ne sont pas compris dans le montant de l'aide publique au développement. Les objectifs des oeuvres privées concordent cependant dans une large mesure avec les buts poursuivis par les pouvoirs publics. La participation fédérale au financement des institutions bénévoles sert à soutenir leurs propres actions et à couvrir les dépenses de projets qu'elles exécutent sous mandat (voir tableau 3.3.D).

Les versements indiqués ci-dessus correspondent aux déclarations faites par les institutions. La statistique comprend les versements effectifs pour l'année 1987 destinés à des actions de coopération technique et d'aide humanitaire, à l'exclusion des dépenses liées aux activités missionnaires au sens strict (formation des prêtres, construction d'églises, etc.).

Les institutions mentionnées dans le tableau ont effectué des dons (financés par leur propres recettes, y compris les contributions de cantons et de communes, mais à l'exclusion des contributions fédérales) s'élevant au moins à un million de francs. Les institutions sont classées selon l'importance de ces prestations.

Source : Swissaid, *Schweizerische Hilfe für Entwicklungsländer/Aide suisse aux pays en développement 1987*, Chapitre III: "Prestations des organisations privées suisses", pp. 11 et 81 - 113.